

La naissance de l'Etat d'Israël et le mouvement nationaliste algérien

Péter Ákos FERWAGNER
Université de Szeged

De nos jours les conditions de la naissance d'Israël sont connues en majeure partie et l'on sait beaucoup aussi des réactions des peuples et des pays qui étaient touchés dans cette question vis-à-vis l'événement qui a déterminé fondamentalement l'histoire du Proche-Orient. L'attitude des grandes puissances a été motivée par des considérations de la politique du monde, et, d'une manière évidente, elles ont voté selon leurs intérêts à l'ONU dans tous les cas où la question de la Palestine a été inscrite à l'ordre du jour.

Les pays et les peuples arabes ont pris presque la même position dans ce problème. Dans le Levant comme dans le Maghreb l'on a condamné la décision du partage de l'organisation mondiale, puis, après la vague terroriste, c'était la naissance d'Israël qui a provoqué de l'indignation parmi les Arabes. Dans notre communication nous allons étudier les réactions du mouvement national algérien qui sont particulièrement intéressantes parce que différemment des autres nations arabes, ils se sont opposés la naissance de l'Etat juif non seulement pour des raisons religieuses, culturelles et politiques, mais aussi à cause du premier conflit israélo-arabe. En plus, les nationalistes algériens ont mené en même temps un combat anticolonialiste contre les colonisateurs français.

De la partage de la Palestine à la proclamation d'Israël

La décision du partage de 29 novembre 1947¹ qui a fourni au sein la Palestine un trop territoire disproportionnellement grand en faveur de la population juive, vu son effectif réel², a déclenché une levée de boucliers au milieu des Musulmans algériens.³ Dans les différents cercles religieux et dans les mosquées l'on n'a parlé que de cela et plus tard on n'a prié que pour la victoire des combattants arabes. Or, il est remarquable qu'à ce moment-là la collecte matérielle sérieuse n'a pas encore commencé, pour la première fois c'était le PPA-MTLD indépendantiste⁴, dirigé par Messali Hadj, qui a eu recours à la quête.

¹ Voir le texte de la décision du partage: Gyöző Lugosi (dir.), *Dokumentumok a Közel- és a Közép-Kelet történetéhez (1914-1980)* (Documents pour l'histoire du Proche-Orient et de l'Orient Central), Tankönyvkiadó, Budapest, 1989, pp. 233-249

² Moins d'un tiers de la population totale a reçu plus que la moitié du territoire.

³ Tous les Etats membres arabes de l'ONU ont voté contre la décision du partage. Voir : Martin Gilbert, *Izrael története* (L'histoire d'Israël), Pannonica, Budapest, 2000, p. 146

⁴ PPA – Parti Populaire Algérien qui avait fonctionné dans l'illégalité depuis la fin des années trente, à sa place on a formé à la fin de 1946 le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques).

Les journaux arabes ont commenté sur une grande étendue la décision du partage, naturellement sur le ton d'une amère déconvenue. *L'Islah* a publié l'article de Mohamed Ali Tahar, directeur d'un journal égyptien où l'auteur a affirmé que l'ONU était sous la coupe des juifs qui, par la corruption, ont obtenu que son siège soit transféré de San Francisco à New York, où vivent 3 millions de leurs. Le directeur a précisé aussi que le délégué de Haïti aurait perçu 10.000 dollars pour voter le partage. Le cheikh Brahimi, le théologien musulman connu a écrit tristement dans *El Bassair* du 2 février que « le droit de l'Orient ne trouve aucun défenseur en Occident », et que « l'attitude des Etats chrétiens n'est qu'une croisade d'un nouveau genre, où les Juifs constituent une partie du matériel de guerre. » Le cheikh honorable El Okbi dans le journal intitulé *Maghrib Al Arabi* a joint sa voix à celle du PPA et il a précisé que « l'ère des discours est passée. Il faut engager le combat sacré, sacrifier nos biens et nos personnes, créer dans chaque ville, dans chaque village, un Comité pour la Défense de la Palestine, qui se chargera de collecter de l'argent..., de dresser la liste des hommes et même des femmes volontaires pour le Djihad, qui se prépareront à partir par le premier moyen qui s'offrira... Le PPA qui représente aujourd'hui la majorité de la nation algérienne, se chargera-t-il de ce devoir impérieux, lui qui à sa tête le grand chef Messali? »⁵ L'on peut voir que la lutte contre le partage a donné la possibilité aux partis nationalistes de tirer un gain de politique intérieure de la situation, dont ils avaient besoin à cause des élections imminentes. El Okbi a pensé que « notre nation comptant 10 millions d'âmes, chaque chef de famille peut sacrifier 1.000 francs par personne (ou 100 francs s'il est très pauvre) pour la défense de la Palestine. On obtiendrait ainsi des centaines de millions... Nous attendons une réponse du PPA... » Enfin *L'Islah* a publié un appel grandiloquent de l'émir Abdelkader Mohamammed (arrière petit-fils du grand héros national Abdelkader) à ses compatriotes d'Algérie en faveur de la guerre sainte en Palestine.

Les Algériens n'étaient pas emportées en masse à cette époque-là par la rhétorique antisioniste, bien que la presse nationaliste ait attaqué d'une manière extrêmement violente l'ONU et naturellement le gouvernement français parce qu'il avait voté pour la décision du partage.⁶ Peut-être, les très importants événements qui se sont déroulés à ce moment-là en Algérie, avaient une grande influence sur la situation : au printemps de cette année-là l'on a élu pour la première fois le parlement algérien qui réglait les affaires intérieures et financières des « trois départements d'Outre-Mer ». La bataille électorale a détourné l'attention provisoirement de la Palestine, mais non pas à tel point que le problème quitte tout à fait l'ordre du jour.

Cela ne pouvait pas arriver parce que les partis nationalistes et les organisations religieuses s'occupaient tout le temps de la question. L'exaspération de la population musulmane est exprimée par la critique plusieurs fois répétée du gouvernement au sujet du vote de la décision du partage. Il y avait beaucoup de monde estimant que la France avait blessé par cela les sentiments et les intérêts de la nombreuse population musulmane

⁵ Rapports politiques de Quinzaine, année 1948, 1^{er} Semestre, par Cabinet du Gouverneur Général, Service des Liaisons Nord-Africains, Archives d'Outre-Mer (AOM), Aix-en-Provence, GGA 11H56

⁶ Les réactions des Musulmans algériens données à la décision du partage manquent de la violence et de celles des plusieurs villes du Proche-Orient. Voir : Gilbert, 2000, p. 150

vivant sur ses colonies. Les protestations se sont manifestées des manières très diverses. Le 24 janvier, au cours d'une fête religieuse a été jouée à Constantine une pièce représentant une séance de la Ligue Arabe. Le personnage représentant le « délégué syrien » s'est livré à une violente attaque contre la France dont le vote en faveur du partage de la Palestine « a soulevé le dégoût et vivifié le mépris des musulmans. La décision prise par elle, a déclaré l'acteur de la pièce, n'est que le résultat du mépris qu'elle affiche pour les droits du peuple musulman ».⁷

Dans l'action pour les Arabes de la Palestine, à côté les hommes politiques nationalistes, c'étaient naturellement les théologiens considérables de l'islam et les Oulémas qui ont joué un rôle décisif. Il en a déjà été ainsi plus tôt, car dans l'histoire du mouvement nationaliste algérien un courant fixant comme but la défense de l'identité culturelle et religieuse a été présent d'une façon très accentuée depuis des années trente. Pendant le conflit israélo-arabe ce courant s'est renforcé, du moins en ce qui concerne les actions algériennes à l'égard des événements de la Palestine. La déclaration du cheikh El Okbi dans laquelle il a fait appel à l'union de tous les Musulmans, symbolise une coalition de la politique et de la religion non seulement dans la lutte contre les sionistes, mais contre les colonialistes français aussi : « le jour où à une même table seront réunis Messali, El Okbi, Brahimi Bachir et Ferhat Abbas,⁸ l'Algérie ne sera pas loin de la libération ».⁹

Réponses nationalistes au premier conflit israélo-arabe

Au printemps 1948 l'antisémitisme a augmenté sensiblement bien que moins d'attention se soit prêtée à la Palestine, à cause de la bataille électorale déjà mentionnée. Les attentats palestiniens permanents ont tenu l'intérêt vif qui, après le 14 mai, parallèlement à la proclamation d'Israël et le premier conflit israélo-arabe s'est intensifié immensurablement. Les hostilités ont induit la tension entre les Juifs et les Musulmans, particulièrement dans le Constantinois. Mais ces tensions ne sont pas allées jusqu'aux voies de fait. Le plus souvent les autorités de la communauté musulmane locale ont fait appel à la boycott collectif des cinémas, des cafés, des épiceries et des tabacs étant dans la propriété des habitants juifs. A côté de cela, le caractère islamique restait invariablement présent, de la même manière accentuée ; dans les mosquées, sur l'ordre du Grand Maître de l'Université d'El Azhar, des prières ont été dites pour la victoire des armées arabes.¹⁰

Sur le plan politique, l'on a essayé de profiter tout de suite de la possibilité qui s'est offerte. Dans les années antérieures il y avait plusieurs personnages qui ont exprimé la nécessité de la coalition des forces nationalistes par laquelle la lutte anticolonialiste serait devenue beaucoup plus effective. Maintenant l'approche se serait amorcée, mais il faut

⁷ Rapports, année 1948

⁸ Ferhat Abbas, à côté de Messali était l'un des personnages les plus décisifs du mouvement nationaliste algérien, qui, menant une politique nationale modérée, a envisagé une relation fédérative entre l'Algérie indépendante et la France. En mars 1946 il a créé son parti politique, l'UDMA (Union Démocratique du Manifeste Algérien).

⁹ Rapports, année 1948

¹⁰ Ibid.

dire d'avance qu'elle n'a pas abouti à des résultats sérieux : en effet, l'on n'a pas réussi à accommoder les désaccords politiques s'agissant des modalités de l'accès de l'indépendance, du caractère de l'Algérie souveraine et de ses relations avec la France. Bien entendu, c'était les Oulémas qui ont tenu sur l'action commune des deux plus grands partis nationalistes, le MTLD et l'UDMA dirigée par Ferhat Abbas. A la fin de mai des négociations ont été entamées à ce sujet entre le cheikh El Okbi, le cheikh Brahimi, l'UDMA (représentée par Sator) et le MTLD (Messali lui-même, puis Mezerna). Il aurait été question d'une manifestation monstre à Alger, de tournées d'information dans le pays, accompagnées de conférences, et de collectes, enfin d'un envoi de télégrammes à l'ONU, au gouvernement français et à la Ligue Arabe. Aucune décision ferme n'a pas encore été prise, peut-être parce que d'après l'auteur d'un des rapports pour le gouverneur général « il est évident que les Oulémas et le PPA, préfèrent collecter de l'argent à leur propre profit plutôt qu'à celui du Proche-Orient ».¹¹

La motion de sympathie à l'Etat d'Israël votée le 20 mai par l'Assemblée nationale française, a vivement blessé les Musulmans algériens, comme c'était déjà le cas en novembre 1947 où la délégation française à l'ONU a voté en faveur du partage de la Palestine. Députés et élus municipaux du MTLD ont adressé des télégrammes de protestation au président de cette Assemblée et au Ministère des Affaires Etrangères. Différemment quelque peu des nationalistes radicaux, les Musulmans modérés auraient accepté sans doute une solution qui aurait comporté la reconnaissance du caractère arabe de la Palestine, avec garanties à la minorité juive, et la neutralisation de Jérusalem, ville sainte commune aux trois grandes religions monothéistes.

Au temps de la naissance de l'Etat juif l'on n'a pas signalé des départs massifs de volontaires de l'Algérie vers les champs de bataille, il semble possible, néanmoins, que parmi les quelque 500 Tunisiens ayant gagné l'Egypte par la Tripolitaine, ont figuré quelques Algériens. Au début du juin les luttes palestiniennes étaient le premier thème politique en Algérie (aussi). L'antagonisme des Musulmans et les Israélites s'est affirmé, la fossé entre eux s'est élargi. Des menus incidents ont éclaté journellement.

A un seul moment il a semblé que l'approche entre les forces politiques pouvait être menée à bon terme : sur l'intervention pressante du cheikh El Okbi, Ferhat Abbas a fini par consentir à monter lui-même à la Bouzaréah chez Messali. Un accord a été réalisé le 2 juin pour créer un Comité de Défense de la Palestine libre. Les deux plus grands partis ont décidé de l'action commune à mener par ce comité (conférence dans les médersas, prière et prêches dans les mosquées, boycottage du commerce juif, collectes en faveur des combattants arabes). Abbas s'est chargé de mener une campagne en faveur du comité dans son journal, la « République Algérienne », tandis que le MTLD a formé de groupes de choc chargés de faire respecter ce boycottage. Les chefs des Oulama réformistes, le cheikh El Okbi, et les dirigeants de l'UDMA étaient enthousiasmés de cet accord, auquel ils ont attribué une importance énorme. La section d'Alger-Centre de l'UDMA a adopté une motion considérant « cette union des partis nationalistes et des mouvements religieux

¹¹ Ibid.

comme un pas décisif vers l'union national de lutte anti-impérialiste pour la République Algérienne ».¹²

Mais l'euphorie n'a pas duré longtemps. Quelques jours après la signature de l'accord, le 5 juin les dirigeants du PPA-MTLD ont fait publier un communiqué annonçant la création par eux seuls d'un « Comité Algérien pour la Palestine Arabe ». Devant le Comité Directeur du parti, réuni le 5 juin, Ahmed Mezerna justifiait ce geste en déclarant que c'était toujours le MTLD qui avait défendu véritablement l'idée arabe, et qu'une union pour la Palestine ne pouvait être conçue qu'ayant à sa tête « le chef du seul parti vraiment nationaliste », c'est-à-dire Messali.¹³ Ne pouvant pas accepter la direction commune et formant autour de lui de plus en plus un culte personnel, le président du parti n'était pas prêt à donner son nom à une initiation, dans laquelle la responsabilité et le droit de décision ne lui appartiennent pas exclusivement. Le but de cette manoeuvre du MTLD était évidemment d'accroître le prestige du parti vis-à-vis de ses rivaux, et de lui permettre d'accroître ses finances au moyen du produit des collectes.

L'attitude du parti radical a mécontenté vivement les Oulémas travaillant tellement beaucoup pour l'action commune. Les cheikh Brahimi, El Okbi, et Bayoud, accompagnés de Toufik El Madani, se sont rendus le 12 juin chez Messali pour protester. Le président du parti a confirmé à ses visiteurs la décision de son Comité Directeur de lui confier personnellement la présidence du Comité de Défense puisque les Musulmans dans leur grande majorité étaient nationalistes. En écoutant cette argumentation singulière, les théologiens se sont retirés et ont déclaré que toute collaboration avec le MTLD était impossible.¹⁴ Donc, le ralliement des partis nationalistes ne s'est pas réalisé, malgré l'occasion extrêmement favorable, c'est-à-dire la présence d'une affaire qui était soutenue par presque tout le monde et dont la responsabilité appartenait clairement au MTLD dirigé par Messali.

A la suite de cette rupture, les Oulamas et l'UDMA ont arrêté le 14 juin leur plan d'action initial. Un « Comité d'Aide à la Palestine » a été constitué, comprenant le cheikh Brahimi (président), Ferhat Abbas (secrétaire), le cheikh El Okbi (trésorier) et le cheikh Bayoud (trésorier-adjoint). Tout d'abord, ce comité a adressé deux télégrammes, l'un à Georges Bidault, ministre des affaires étrangères, protestant contre la motion de sympathie à l'Etat d'Israël votée par l'Assemblée nationale, l'autre à Azzam pacha, secrétaire de la Ligue Arabe, l'assurant de la solidarité active des Algériens. A l'instar des actions déjà connues, il a d'autre part décidé de collecter des fonds et de prêcher le boycottage du commerce juif.¹⁵ Nous pouvons dire qu'à propos de la naissance de l'Etat d'Israël, la même tendance a dominé en Algérie comme dans n'importe quel événement de politique intérieure. L'union nationaliste encouragée depuis longtemps n'était pas formée, qui a bénéficié de toute façon aux colonisateurs français. Et la présence des deux comités parallèles a diminué l'efficacité des démarches algériennes faites auprès des Arabes palestiniens.

¹² Ibid.

¹³ Ibid.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid.

En juin la campagne contre les sionistes a redoublé. Le boycott du commerce juif est devenu de plus en plus étendu. Les Musulmans n'ont pas fréquenté les cinémas et les cafés étant dans la propriété des Juifs et ils n'ont rien acheté dans leurs magasins. Des « équipes » de jeunes militants du MTLD étaient mises sur pied pour faire respecter les consignes données. L'on a fait croire à la masse que les commerçants israélites vendent aux Arabes des produits empoisonnés. Mais il s'est avéré que l'appel n'était pas suffisant et quelques récalcitrants sont entrés dans les restaurants prohibés. Alors, des pressions étaient exercées sur ces hommes n'obéissant pas à l'appel, et les Musulmans consommant dans les cafés juifs ont été molestés.¹⁶ Mais, aucun incident grave ne s'est produit malgré les animosités accentuées.

Parallèlement à ce boycottage, des quêtes étaient effectués et, par endroits, ils étaient très fructueux. Le MTLD a réussi à collecter, en Oranie, en une seule journée, plus de 800.000 francs. Sur le plan politique, Mostefai et Ferroukhi, délégués à l'Assemblée algérienne, se sont rendus au Consulat Général d'Angleterre; et ont remis au vice-consul une motion du Comité Directeur félicitant le gouvernement britannique « pour son attitude courageuse en faveur des peuples arabes ». En même temps, le MTLD a pris part à une action du Maghreb d'ensemble. Une motion a été signée par les représentants du MTLD, du Néo-Destour et de l'Istiqlal et a été adressé au ministre des affaires étrangères. Les trois partis ont protesté « contre les facilités procurées par l'administration française aux organisations sionistes soit pour l'envoi de fonds en Palestine, soit pour le recrutement de leurs bandes terroristes », ont attiré l'attention du gouvernement sur le fait « qu'une reconnaissance éventuelle de sa part, soit de jure, soit de facto, d'un Etat juif, engagerait, sur le plan international, la seule responsabilité de la France », et ont affirmé que « la politique pro-sioniste adoptée délibérément par la France est une politique essentiellement anti-musulmane ».¹⁷

En fin de mai et au début de juin, les départs de volontaires nord-africains pour la Palestine se sont multipliés. A cette époque-là, 500 d'entre eux étaient à l'entraînement à Marsa-Matrouh, d'autres étaient entraînés à Ismaïlia. Environ 200 volontaires nord-africains avaient déjà rejoint les troupes arabes en Palestine. La plupart étaient passés par la Tripolitaine, mais entre eux il y avait relativement peu d'Algériens, car ces volontaires étaient en majorité des Tunisiens ou des Marocains de la zone espagnole. Le 7 juin, le gouvernement égyptien a d'ailleurs interdit l'entrée des volontaires sur son territoire, et les autorités britanniques leur ont refusé le libre accès en Tripolitaine. Après cette date, 1.500 volontaires ont été refoulés dans le Sud Tunisien. Les Musulmans ont commenté défavorablement les entraves mises au départ des volontaires et se sont élevé contre les embarquements clandestins de volontaires israélites qui, d'après les rumeurs lancées par le MTLD, étaient tolérés par l'administration.¹⁸ Il est arrivé à certains de vouloir accéder aux champs de bataille à travers du Maroc, à cause de l'incertitude de la route tunisienne et parce que le souverain marocain n'empêchait pas le voyage en bateau des volontaires pour le Proche-Orient.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

Le premier conflit israélo-arabe est resté le thème politique le plus important dans les semaines antérieures. La propagande et l'activité de la part des divers partis étaient extrêmement intenses à propos de la question palestinienne. Après qu'on n'ait pas réussi à former une union entre les partis nationaux, les hommes politiques divers ont eu des algarades de plus en plus violentes les uns avec les autres. Ferhat Abbas a accusé les Messalistes de l'échec qui voulaient s'attribuer tout le mérite de la lutte antisioniste. Les Oulamas ont accusé aussi les Messalistes et en particulier Mezerna « illetré sans vergogne qui aujourd'hui s'enrichit ». Ils leur ont reproché publiquement de se servir des fonds collectés pour des fins exclusivement personnelles, comme l'achat de luxueuses automobiles. La querelle entre les partis s'est donc de plus en plus envenimé.

Le résultat de cette divergence a été la décision des chefs religieux d'agir et leur refus d'adhérer à aucun des deux autres comités dont ils ont réprouvé le caractère exclusivement politique. Ils ont adressé un télégramme au Ministère des Affaires Etrangères, appelant l'attention du gouvernement français sur les sentiments d'indéfectible solidarité attachant les musulmans d'Algérie à leurs frères de Palestine, le sollicitant instamment de faire comprendre à l'Assemblée nationale le caractère inopportun de sa motion du 20 mai adoptée par suite du vote massif du groupe communiste « systématiquement hostile à la religion » et lui demandant d'intervenir auprès de l'ONU au nom des quarante millions de citoyens protégés français, pour empêcher la reconnaissance du prétendu Etat d'Israël en Palestine.¹⁹ En juillet, le président du Conseil a répondu au télégramme et, après avoir remercié les chefs religieux de la confiance qu'ils lui avaient fait, les a assuré que l'important problème palestinien retenait toute l'attention du gouvernement français et que la France ne s'associerait à aucun acte susceptible de compromettre les intérêts moraux de ses ressortissants musulmans. Conformément à cela, de la part de la France une attitude plus hostile qu'amical a été exprimé envers Israël. Les hommes politiques français ont accusé l'Etat juif des problèmes des réfugiés palestiniens et, leur distance a été attesté dans leurs yeux en septembre où on a assassiné le comte Bernadotte, l'intermédiaire chargé par l'ONU d'élaborer l'armistice. Le gouvernement français a reconnu de jure l'Etat d'Israël seulement en mai 1949.²⁰

Le Comité d'Aide à la Palestine, à tendance ouléviste et étant sous l'influence de l'UDMA, a déployé aussi une activité multiple dans l'intérêt des combattants arabes. Il s'est déclaré contre les activités sionistes dans la protestation adressée à l'ONU. Il a exigé à Bidault, ministre des affaires étrangères, la libération de Sadek Bessis, secrétaire du Comité tunisien d'aide à la Palestine, qui avait passé en correctionnelle. Il a fait dire au Ministre tunisien Kaak Mostepha un discours dans le même sens et a assuré des son soutien Sadek Bessis aussi.

Les nationalistes ont agrandi le cercle de leurs activités antisionistes à tout le territoire du pays. Le boycottage des magasins, cinémas a continué, voire à Tlemcen où l'on a

¹⁹ Ibid.

²⁰ Des rapports détaillés de la France et d'Israël à l'époque voir : Salgó László, *A szuezi háromszög 1956. Suez - Algír - Budapest* (Le triangle de Suez, 1956. Suez - Alger - Budapest), Kossuth, Budapest, 1986, pp. 42-44

interdit aux Musulmans de se faire soigner par les médecins juifs. L'on a persisté à chuchoter, dans toute l'Algérie, que les commerçants juifs veulent empoisonner les Arabes, et que, de surcroît, ils le font avec la complicité de l'administration française. Sur le plan militaire, le MTLD s'est efforcé à diriger de plus en plus volontaires vers des points de rassemblement en Tunisie, d'où ils ont été dirigés vers la Palestine. Les conditions de recrutement ont été les suivantes : être célibataire non chargé de famille, payer les frais de voyage jusqu'à Sollum. Le MTLD n'a payé le voyage que de ceux qui étaient poursuivis par la justice française. De tels personnages étaient d'ailleurs nombreux parmi les volontaires. Le nombre des volontaires n'était pas trop important, à ce qui a contribué que ceux qui avaient été refoulés systématiquement de la Tripolitanie par les autorités britanniques ont rendu compte de l'accueil assez froid.

Les quêtes se sont poursuivies d'une manière différente. En première page du journal de l'UDMA *El Watan* figurait la photographie de Farouk, roi d'Égypte, ainsi voulait-on exciter les lecteurs à offrir des dons. Des cartes postales représentant des combattants arabes de Palestine ont également été mises en vente au prix de 100 francs l'unité. Enfin, les nationalistes ont collecté quelque 6 millions de francs qui a été passés par le cheikh Brahimi à l'ambassadeur d'Égypte de Paris.²¹

Les rapports du gouverneur général constatent que, d'une manière générale, c'est le département d'Oran qui était le plus atteint par la propagande antisioniste, la cause de cela est probablement le grand nombre de la population européenne vivant ici. Dans ce département d'une manière unique, l'on a interdit à la population musulmane d'acheter chez les boulangers israélites. Nombreux étaient des appels au calme publiés par les cercles musulmans modérés mais parallèlement à cette position officielle, le MTLD a cherché à exciter les passions par une propagande discrète et en cherchant au besoin à provoquer des incidents. Ses actions n'étaient pas couronnées par beaucoup de succès. Le parti a essayé d'exploiter toutes les possibilités pour la propagande. Il a laissé entendre que le gouvernement français est entièrement favorable aux Juifs, tandis que le voyage à Paris du Chaim Weizmann était interprété par ce parti comme le prélude à une prochaine reconnaissance, par la France, de l'Etat d'Israël.

A la deuxième moitié du juillet l'élan de la propagande antisioniste a diminué sensiblement. Dans le Constantinois l'on a maintenu le boycottage quoique le refoulement systématique des volontaires par les autorités britanniques, le peu de chaleur et même l'hostilité avec laquelle ces volontaires ont été accueillis au Proche-Orient aient singulièrement refroidi leur zèle et l'enthousiasme de leurs coreligionnaires. Mais les quêtes se sont poursuivies. Des brochures en langue arabe, imprimées à Rabat par les soins de l'Istiqlal, ont été mises en vente à Constantine au prix de 2.000 francs l'unité ; le produit de cette vente était destiné aux combattants de Palestine. L'on a fait parvenir à destination, via Tanger, les fonds recueillis.

Parallèlement au déclin de l'élan, l'attention envers la guerre est restée pourtant vive. C'est ainsi que, dans les milieux nationalistes, l'on a largement diffusé l'information selon laquelle Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue Arabe, aurait déclaré que la brigade

²¹ J. Nagy László, *A Maghreb-országok története (1919–1956)* (L'histoire des pays du Maghreb), Szeged, 1995, p. 143

nord-africaine, forte déjà de 5.000 hommes, constituait l'élément le plus combattif des armées arabes et que, par la suite, elle serait destinée à former l'avant-garde de l'armée de la libération de l'Afrique du Nord du joug colonialiste français.

A chaque coup, quand l'une des grandes puissances a reconnu l'Etat d'Israël²², les Arabes du Proche-Orient protestaient chez le gouvernement en question. Quand la France a reconnu de facto à la fin de 1948 l'Etat juif jeune, cet acte n'a pas soulevé en milieu musulman algérien, de réaction notable qui, en considérant l'active propagande nationaliste antérieure, est surprenant. Du côté israélien, on n'a pas exclu l'ouverture prochaine de consulats en Algérie ; ce bruit était accueilli avec scepticisme par les milieux musulmans, qui se sont demandés de quels ressortissants auraient à s'occuper ces consulats, et les raisons pour lesquelles ils seraient créés alors qu'il n'existait encore en AFN aucun consulat pour les Etats arabes.

Les communistes algériens et la naissance d'Israël

Au printemps 1948 le Parti Communiste Algérien (PCA) a consacré toute sa force à la lutte politique intérieure. Le parti a adopté deux ans avant l'idée de l'indépendance algérienne et son but principal était de changer son rapport d'hostilité antérieur aux relations d'alliance avec les nationalistes. Il s'est efforcé d'arriver à l'union des « forces démocratiques algériennes » dans un front national où les partis nationaux auraient obtenu un rôle important. Mais la décision de l'Union soviétique de voter premièrement la décision de partage en novembre 1947, puis en mai 1948, de reconnaître l'Etat d'Israël récemment proclamé, a influencé négativement cette aspiration.²³ Cette démarche diplomatique provoquant une indignation énorme de la part de la population musulmane, s'est revenu évidemment en PCA. Ce n'était pas par hasard, car, antérieurement, le parti, avec le Parti Communiste Français, avait allégué l'Union soviétique et l'infaillibilité de Staline à toutes ses décisions politiques. Ces mois-là, les indigènes se sont de plus en plus éloignés du parti et les objectifs des communistes leur sont devenus indifférents.

A cette époque-là le parti communiste n'a pas réussi à créer le front d'union avec les partis nationaux parce que les relations étaient tendues entre eux dans plusieurs questions. Par exemple, l'UDMA dont la conception de la politique intérieure était presque identique à celle du PCA, n'était pas d'accord avec la conception de la politique extérieure des communistes, qu'ils ont entièrement subordonnée à la politique de l'Union soviétique. Les oppositions se sont intensifiées à propos de la Palestine.²⁴

Le PCA, comme les Soviétiques, a soutenu la décision du partage parce qu'il a pensé que l'impérialisme britannique était responsable de la situation grave. Au cours des différentes réunions qui ont été tenues en juin, les communistes ont généralement

²² Les Etats-Unis a reconnu parmi les premiers l'Etat juif. Des conditions de la décision voir : Jossi Melman – Dan Raviv, *Igaz barátok. Az amerikai-izraeli szövetség valódi története* (De vrais amis. L'histoire réelle de l'alliance israélo-américaine), Osiris, Budapest, 1997, pp. 31-40

²³ Des causes de la décision voir : J. Nagy László, *Az arab országok története a XIX-XX. században* (L'histoire des pays arabes au XIX-XX^e siècle), Eötvös József Könyvkiadó, Budapest, 1997, p. 82

²⁴ J. Nagy, 1995, p. 143

approuvé la position prise par l'URSS sur la question palestinienne, et le partage de la Palestine. Ils ont mis en garde tout le monde contre la Ligue Arabe « qui fait le jeu de l'impérialisme britannique ». Ils ont appelé les hommes à ne pas croire les provocations des autorités.²⁵ Ils ont attaqué l'Égypte aussi parce qu'elle n'avait pas aperçu les manoeuvres impérialistes. A cause de cela le parti n'a pas pris part à aucun comité formé pour aider les Arabes combattant en Palestine. Il a expliqué son absence par le fait qu'il ne voulait pas diviser la population. Mais, il était évident pour le PCA que sa politique palestinienne était impopulaire au sein des masses musulmanes, c'est pourquoi il a fait tout son possible pour détourner l'attention de cette question. Dans une résolution de 19 juin le Comité central, après avoir rappelé ses buts, a voulu axer l'intérêt des indigènes vers les questions proprement algériennes.²⁶ Ses efforts n'étaient pas couronnés par beaucoup de succès ce qu'a bien montré que la vente du *Liberté*, le journal du parti, était en régression constante.²⁷

La reconnaissance d'Israël par l'Union soviétique a causé un malheur irrémédiable dans les mouvements communistes de la plupart des pays arabes.²⁸ Leur soutien a retombé partout. En Algérie, ce n'était pas autrement. La décision de Staline n'a pas du tout amélioré l'attitude assez ambivalente des Musulmans vis-à-vis du PCA. Le prestige accumulé par le parti dans les années précédentes a disparu presque totalement. Les dirigeants et les activistes de l'organisation n'ont réussi qu'après des mois par un travail bien long à rétablir quelque peu l'autorité du parti aux yeux des indigènes algériens. Mais, pour cela il a fallu aussi la diminution graduelle de l'intérêt envers la Palestine.

Les Juifs d'Algérie

Dans l'élément israélite, une certaine gêne mêlée d'inquiétude a succédé à la joie provoquée tout d'abord par la décision de l'ONU relative au partage de Palestine. Cette gêne s'est manifestée diversement suivant les régions. A Constantine, où les dernières élections consistoriales avaient fait ressortir la prédominance des éléments de tendance sioniste, la population israélite qui a gardé vivement dans sa mémoire les douloureux événements de 1934 restait méfiante et évitait, même en perdant la face, tout incident avec les Musulmans. A Sétif, où les Israélites ont, dans un but électoral, fait alliance avec « la réaction colonialiste », l'inquiétude était plus grande encore et la haine envers eux s'est redoublée. Dans le Sud, par contre, où les contacts entre Musulmans et Israélites étaient traditionnellement plus étroits qu'au bord de la mer, restaient empreints, tout au moins superficiellement, d'une certaine cordialité.²⁹

Les Juifs vivant en Algérie, quoique beaucoup moins discrètement s'efforçaient de collecter de l'argent et des signatures au profit des sionistes. Il vaut l'attention que non

²⁵ Rapports, année 1948

²⁶ *Alger Républicain*, le 19 juin 1948

²⁷ Bulletins Politiques de Quinzaine, année 1948, 2^{ème} Semestre, AOM, GGA 11H56

²⁸ J. Nagy, 1997, p. 82

²⁹ Rapport mensuel d'information sur l'activité musulmane dans le département de Constantine, année 1947, AOM, GGA 11H64

seulement les Arabes, mais les Juifs algériens aussi ont essayé de faire parvenir des volontaires en Palestine avec les dons d'argent. Le nombre des volontaires juifs n'a pas encore atteint celui des combattants musulmans très médiocre.³⁰ Il est intéressant aussi que quelques-uns des Israélites, en répondant à la démarche analogue des Arabes, songaient à boycotter les commerçants musulmans.³¹

Mais des initiatives ont été prises visant à faire baisser la méfiance entre les Musulmans et les Juifs. La communauté israélite d'Alger a été, malgré tout, émue par les suites que pouvait entraîner, dans les réactions judéo-musulmanes, l'attitude hostile à la décision de l'ONU prise par la majorité des musulmans algériens et a demandé au début de janvier 1948 au cheikh El Okbi un entretien, afin d'aviser aux moyens de prévenir toute incidence fâcheuse des événements de Palestine sur les rapports entre Musulmans et Israélites.³² Le cheikh n'a pas accepté l'approche. Des autres, comme Loufrani, président du « Cercle des Amitiés franco-musulmanes », ont essayé d'organiser des rencontres et des négociations rendant ferme la confiance entre les représentants des deux communautés, mais sans trop grand succès.

Les dirigeants de la communauté israélite d'Algérie étaient pour la plupart soucieux d'éviter l'accentuation de la tension et de ne pas attirer l'attention. Ils ne voulaient pas donner de possibilité d'attaque contre eux-mêmes, c'est pourquoi tous les quotidiens et les périodiques juifs algériens ont cessé de paraître depuis le mois de mars. Ils avaient un bon argument à cela, car en octobre 1948 la diffusion à Alger des deux feuilles sionistes *Israël* et *Mission*, dont l'orientation était considérée comme nettement anti-musulmane, était très mal interprétée par les Musulmans. Les dirigeants de la communauté israélite n'ont pas du tout soutenu la part des jeunes volontaires pour la Palestine, de plus, selon les données, ces peu de volontaires étaient impitoyablement refoulés et empêchés de partir.³³ Or la peur ne les a pas empêché de collecter des dons et de l'argent au profit des Juifs palestiniens. Ainsi, à Miliana, une telle collecte a rapporté 400.000 francs qui était une somme sérieuse. D'autre part, quatre délégués algériens au congrès mondial juif se tenant à Montreux le 27 juin, ont été envoyés, ainsi ils ont signé qu'ils ne cesseraient pas la participation dans le mouvement sioniste.

Il est arrivé quelques événements violents, par exemple la violation de quelques sépultures juives qui a jeté un certain émoi dans les milieux israélites. Malgré cela, la population juive a continué depuis le mois de mai, par ailleurs, à vivre dans l'exaltation de la reconstruction de l'Etat d'Israël. Cette exaltation s'est traduit, chez les jeunes, par des tentatives visant à gagner la Palestine en passant par Marseille, avec l'aide probable d'organisations sionistes étrangères. Il s'avère dans les rapports du gouverneur général que ces tentatives étaient surtout faites des Israélites du Maroc et du Sud Algérien, de condition plus que modeste. Ils ont espéré qu'en jeune Etat juif il vivraient dans de

³⁰ En somme, à peu près 500 volontaires sont partis pour Israël pour lutter, dont la plupart, quelque 1.500 personnes, des Etats-Unis. On peut dire que la proportion des Nord-Africains était infime. Voir : Gilbert, 2000, p. 191

³¹ Rapports, année 1948

³² Ibid.

³³ Ibid.

meilleures conditions.³⁴ A la fin de l'année 1948 les départs clandestins des sionistes pour la Palestine se sont multipliés, ce qui ne manquait pas d'irriter les Musulmans. Dans un article paru dans la presse israélienne, il ressort que le nombre de ces émigrés nord-africains était, en fin 1948, de 40.000. Dans le pays quinze colonies agricoles nord-africaines étaient constituées.³⁵ Mais le cheminement des Juifs en Israël était aussi difficile que celui des Arabes, parce que les autorités n'ont pas soutenu leur voyage non plus.

La naissance d'Israël avait une influence énorme à la vie des Juifs vivant dans le monde arabe. Après 1948 des centaines de milliers ont quitté leurs patries antérieures pour s'établir dans l'Etat juif. Au Maroc par exemple vivaient 300.000 de Juifs, leur nombre aujourd'hui est moins que 18.000. Cette même donnée en Algérie : 150.000 avant 1948 et quelques centaines de personnes au maximum de nos jours.³⁶

Après la fin de la guerre

En 1949 l'intérêt envers la Palestine est bien retombé, mais la solidarité envers les Arabes vivant là n'a pas disparu. En septembre la France a versé une somme de 500 millions de francs à l'ONU, destinées aux réfugiés de Palestine. Sur cette somme presque 10 millions de francs provenait directement des trois territoires français d'Afrique du Nord.³⁷

La victoire des Israéliens dans la première période n'a pas comblé les espérances des Juifs qui sont partis pendant la guerre pour la Palestine lutter dans l'espoir d'une meilleure vie. Le grand enthousiasme manifesté après la proclamation de l'Etat, la victoire de guerre par les Juifs nord-africains a fait place plus tard au pessimisme. Les nouvelles qui leur parviennent du Proche-Orient n'ont pas été faites pour les encourager à immigrer. Les Juifs européens n'ont pour leurs coreligionnaires d'Afrique du Nord aucune considération ; ceux-ci ignorent le yiddish aussi bien que l'Anglais, ce qui les isole du reste de la population. La situation économique était très grave et la fin de la guerre n'a pas signifié non plus la disparition totale des incidents armés. Il était quasiment impossible de trouver du travail. Ainsi un certain nombre d'entre les Juifs nord-africains

³⁴ Ibid.

³⁵ Bulletins, année 1950

³⁶ Bernard Lewis, *Juifs en terre d'Islam*, Flammarion, Paris, 1989, p. 215

³⁷ Bulletins, année 1949

envisageaient-ils de demander leur rapatriement. Quelques-uns seraient déjà rentrés.³⁸ En Algérie l'attention s'est tournée de nouveau vers les questions maghrébines et de la politique intérieure. La lutte politique s'est atténuée un peu par rapport à 1948, mais la lutte anticolonialiste ne s'est pas relâchée. Et, le mouvement nationaliste a tenu son but le plus important, la création de l'Algérie indépendante.

³⁸ Bulletins, année 1950